

Etats-Unis/Politique

Trump nomme un ami de la Russie à la tête de sa diplomatie

AFP  
Washington/États-Unis

**Rex Tillerson est un homme d'affaires - il est le PDG d'ExxonMobil. Un choix inhabituel dont la confirmation pourrait se compliquer au Congrès.**

DONALD Trump a nommé hier à la tête de sa diplomatie Rex Tillerson, le PDG du géant pétrolier ExxonMobil et ami de la Russie, un signal fort du président élu qui souhaite un réchauffement des relations avec Moscou. M. Tillerson, 64 ans, connaît très bien la Russie où, en sa qualité de patron du premier groupe pétrolier mondial, il a souvent fait des affaires. Mais il a aussi développé une relation personnelle avec le président russe Vladimir Poutine. C'est un "professionnel" qui a "de bonnes relations de travail" avec Vladimir Poutine, a réagi le Kremlin. Avec la nomination de Rex Tillerson du poste de secrétaire d'Etat, le président-élu des Etats-Unis confirme en effet sa volonté d'engager une détente avec la Russie. Les relations avec Moscou sont au plus bas depuis l'an-

nexion de la Crimée et alors que la situation en Syrie, en particulier à Alep, est chaque jour plus dramatique. "Je ne peux imaginer une personne mieux préparée et aussi dévouée, pour servir en tant que secrétaire d'Etat à ce moment crucial de notre histoire", a déclaré M. Trump, cité dans le communiqué annonçant la nomination de M. Tillerson. "En tant que secrétaire d'Etat, il sera un avocat ferme et lucide des intérêts nationaux vitaux de l'Amérique et il aidera à changer des années de mauvaise politique étrangère et d'actions qui ont affaibli la sécurité et la place de l'Amérique dans le monde", poursuit le communiqué. Le prochain président américain s'est aussi réjoui sur Twitter d'avoir choisi l'un des plus "grands dirigeants d'entreprise du monde" pour succéder au démocrate John Kerry. Les nombreux prétendants à ce poste de premier plan, le plus prestigieux de l'administration américaine, avaient défilé chez Donald Trump ces dernières semaines. Mais les grands noms attendus se sont finalement inclinés : l'ancien gouverneur du Massachusetts Mitt Romney a annoncé

son retrait de la course lundi soir, après l'ex-maire de New York Rudy Giuliani la semaine dernière. Justifiant le choix inhabituel d'un homme d'affaires de l'envergure de M. Tillerson pour le département d'Etat, l'équipe Trump souligne dans son communiqué qu'il saura "comment s'orienter dans l'architecture complexe des affaires du monde et de différents dirigeants étrangers".

**CONTRE LES SANCTIONS VISANT LA RUSSIE.** La confirmation de sa nomination risque toutefois de se heurter à des oppositions au Congrès. Les liens de Rex Tillerson avec la Russie sont vus avec suspicion par de nombreux élus républicains, au moment même où Moscou est accusé par la CIA d'avoir interféré dans l'élection américaine en faveur de Donald Trump. La nomination de tous les ministres doit être approuvée par le Sénat. Car le patron d'ExxonMobil est loin de faire l'unanimité, y compris dans son camp : Vladimir Poutine, qui lui avait remis en 2013 la décoration russe de l'ordre de l'Amitié, destinée aux étrangers, "est un voyou et un as-



Photo : AFP  
Le PDG d'ExxonMobil, Rex Tillerson, est le nouveau secrétaire d'Etat américain. La confirmation de sa nomination risque toutefois de se heurter à des oppositions au Congrès.

sassin, je ne vois pas comment on peut être l'ami d'un ancien agent du KGB", a notamment lancé le sénateur républicain John McCain peu avant sa nomination. Sur le plan international, l'arrivée à la tête de la diplomatie américaine de Rex Tillerson, qui s'est publiquement exprimé contre les sanctions imposées à la Russie par les Occidentaux dans sa précédente capacité de patron d'ExxonMobil, va aussi à contre-courant de la fermeté affichée par Paris et Berlin et jusqu'ici par l'actuelle administration américaine. Angela Merkel et François Hollande se sont encore prononcés hier en faveur de leur

prolongation (lire ci-contre). Rex Tillerson aura un autre sujet brûlant à traiter dès son entrée en fonction le 20 janvier : les relations avec la Chine. Depuis le début du mois, Donald Trump a multiplié les déclarations menaçant de rompre le fragile équilibre des relations entre les Etats-Unis et la Chine, en particulier sur la très sensible question de Taïwan. Pékin a d'ailleurs lancé sa plus sévère mise en garde à ce jour hier, avertissant que toute personne qui menacerait les intérêts de Pékin à Taïwan "soulèverait un rocher qui lui écraserait les pieds".

France/ Au 2e jour de son procès  
Lagarde sur la défensive

AFP  
Paris/France

**La patronne du FMI s'est notamment retranchée derrière ses lourdes obligations ministérielles.**

LA directrice générale du FMI s'est montrée sur la défensive hier au deuxième jour de son procès à Paris, où elle est accusée d'avoir permis "par négligence" un énorme détournement de fonds publics quand elle était ministre de l'Economie. La présidente de la Cour, Martine Ract Madoux, a attaqué Mme Lagarde sur le montant du préjudice moral - 45 millions d'euros (29,4 milliards de francs - , reconnu en 2008 au bénéfice de l'homme d'affaires Bernard Tapie dans le cadre d'une procédure arbitrale autorisée par l'actuelle patronne du

Fonds monétaire international, quand elle était ministre de l'Economie et des Finances (2007-2011) en France. "Le cœur de cette affaire c'est quand même ce préjudice moral de 45 millions d'euros, alors que (...) le préjudice moral pour la mort d'un enfant c'est évalué de 30 (19,6) à 50 000 euros (32,7 millions de francs). Enfin c'est colossal !", s'est indignée Martine Ract Madoux. "Vous ne vous dites pas, mais je n'ai jamais autorisé un préjudice moral ?", veut-elle savoir. "Mais ça aurait changé quoi ? J'aurais houpillé tel ou tel mais ça aurait changé quoi au niveau juridique?", a répondu Christine Lagarde, sur la défensive. Mme Lagarde est jugée depuis lundi devant la Cour de justice de la République (CJR), une juridiction spécialement créée pour juger ministres et ex-ministres pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions ("L'Union" d'hier). Elle encourt jusqu'à un an

d'emprisonnement et 15 000 euros (9,8 millions de francs) d'amende. L'ancienne ministre est accusée de "négligence" dans sa gestion du règlement d'un conflit entre Bernard Tapie et l'ancienne banque publique Crédit Lyonnais. L'homme d'affaires reprochait à la banque de l'avoir floué en lui achetant l'équipementier sportif Adidas en 1993. Pour mettre fin au contentieux judiciaire qui s'était ensuivi, le ministère de l'Economie avait choisi en 2007, contre l'avis d'un organe consultatif, de recourir à un arbitrage privé. Les trois juges arbitraux avaient accordé l'année suivante à Bernard Tapie plus de 404 millions d'euros (264 milliards de francs), pris sur les deniers publics. Mais cette sentence arbitrale a été annulée début 2015, la justice civile estimant qu'elle était entachée de fraude. Bernard Tapie a été condamné à rem-



Photo : AFP  
La directrice générale du FMI Christine Lagarde faisait hier profil bas devant les attaques de la présidente de la Cour, Martine Ract Madoux.

bourser la somme. La justice reproche à Christine Lagarde d'avoir autorisé "avec légèreté" le recours à l'arbitrage privé puis d'avoir renoncé en juillet 2008, un peu vite selon les enquêteurs, à engager un recours. Comme lundi, la directrice générale du FMI s'est retranchée

derrière ses lourdes obligations ministérielles, derrière ses fréquents voyages à l'étranger et derrière ses collaborateurs à Bercy, dont elle n'a "à l'époque aucune raison" de se méfier. Son directeur de cabinet de l'époque, Stéphane Richard, homme-clé du dossier, est appelé à témoigner ce mercredi.

Syrie/Conflit

La barre des 310 000 morts franchie !

AFP  
Beyrouth/Liban

PLUS de 310 000 personnes, dont 90 000 civils, ont été tuées en Syrie depuis le début du conflit en mars 2011, a annoncé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'ONG basée en Grande-Bretagne

rapporte la mort de 312 001 personnes, dont 16 000 enfants, depuis le début de la guerre, déclenchée par la répression de manifestations pro-démocratie pacifiques. Le bilan inclut plus de 53 000 rebelles, et près de 110 000 combattants prorégime, notamment 60 000 soldats syriens, mais aussi des dizaines de milliers de miliciens, des membres du mouve-

ment chiite libanais Hezbollah ou d'autres combattants étrangers. Près de 55 000 jihadistes ont aussi été tués dans les combats, la plupart affiliés au groupe jihadiste Etat islamique (EI) ou encore au front Fateh al-Cham, ex-branche d'Al-Qaïda. Quelque 3 683 personnes non identifiées ont également été tuées, selon l'OSDH, qui dispose d'un réseau de correspondants

dans tout le pays. Le conflit en Syrie s'est transformé en une guerre complexe impliquant une multitude d'acteurs, syriens et étrangers. Les efforts diplomatiques pour mettre fin au carnage n'ont jamais porté leurs fruits. Hier, les forces du régime étaient en passe de reprendre la ville d'Alep dans son intégralité, faisant subir une défaite cuisante

aux rebelles, la plus importante pour l'opposition depuis le début du conflit. Les forces pro-syriennes ont exécuté au moins 82 civils à Alep-Est. Les forces soutenant le régime syrien ont exécuté au moins 82 civils, dont des femmes et des enfants, dans des quartiers d'Alep-Est qu'elles ont repris aux rebelles, a annoncé hier l'Onu.

A travers le monde

- **Italie/Procès. Naufrage de migrants en 2015 : 18 ans de prison pour le capitaine**  
Le tribunal de Catane (Sicile) a condamné hier Mohammed Ali Malek, le capitaine tunisien qui était à la barre du chalutier dont le naufrage a provoqué la mort de plus de 800 migrants en avril 2015, à 18 ans de prison.
- **Malaisie/Politique. Muhammad V, nouveau roi**  
La Malaisie a intronisé hier son 15e roi, le sultan Muhammad V, un monarque relativement jeune (47 ans), connu pour sa passion pour la conduite des véhicules tout terrain et autres sports extrêmes. Le roi a une fonction essentiellement honorifique.
- **Pologne/Politique. Le général Jaruzelski dégradé à titre posthume**



Photo : AFP  
Les généraux Wojciech Jaruzelski et Czeslaw Kiszczak, les auteurs de la loi martiale imposée en Pologne le 13 décembre 1981 pour mater le mouvement Solidarité, seront privés à titre posthume de leur grade militaire, a annoncé hier le ministre polonais de la Défense.

- **Roumanie/Politique. Le chef de l'Etat ferme face à la gauche**  
Le président roumain Klaus Iohannis a réitéré hier son refus de nommer Premier ministre toute personne ayant des démêlés avec la justice, une décision qui risque de priver de ce poste le chef des sociaux-démocrates, gagnants des législatives dimanche.
- **Russie/Diplomatie. Merkel et Hollande veulent prolonger les sanctions contre Moscou**



Photo : AFP  
La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande se sont prononcés hier en faveur d'une prolongation des sanctions de l'UE contre la Russie sur l'Ukraine lors du sommet européen de cette semaine à Bruxelles, où la question sera examinée.